

Edito

Mardi 5 mai 2009 dans le cadre d'une tournée européenne Avigdor Lieberman, étrange ministre des non moins étranges affaires étrangères israéliennes viendra à Paris rencontrer son homologue français Bernard Kouchner.

Comment peut-on accepter la venue d'un tel personnage, trois mois après le carnage et les destructions à Gaza, qui est toujours soumis au blocus israélien alors que la colonisation se poursuit implacablement en Cisjordanie (destructions de maisons à Jérusalem, construction massive de logements dans les colonies, intensification de la répression sanglante des manifestations contre le mur de l'apartheid) et que les discriminations s'intensifient contre les Palestiniens d'Israël (menace de licenciement des cheminots arabes) ?

Rappelons quelques unes des propositions de Lieberman :

- Bombarder le barrage d'Assouan
- Utiliser l'arme nucléaire sur Téhéran et sur Gaza
- Expulser tous les Palestiniens d'Israël qui refuseraient de prêter un serment de loyauté à l'Etat juif,
- Noyer les prisonniers politiques palestiniens dans la Mer morte
- Exécuter les députés palestiniens à la Knesset qui ont des contacts avec le Hamas ou qui ont commémoré l'expulsion de 1948,
- « Echanger » la Galilée contre les implantations en Cisjordanie pour faire un Israël « ethniquement pur ».

Mais Lieberman, n'est pas un élément isolé, c'est bien comme fer de lance de la politique israélienne d'enfermement et d'écrasement du peuple palestinien que doit être comprise sa récente nomination.

Car en choisissant cet individu pour représenter Israël, le gouvernement Netanyahu a voulu dire clairement qu'il ne voulait rien lâcher, qu'il ne voulait ni d'un Etat palestinien, ni de l'évacuation des colonies, ni remettre en cause les discriminations intérieures, ni même s'engager dans aucun « processus de paix » .

Le Gouvernement Netanyahu tient ainsi à faire savoir au monde entier qu'il veut conserver un Etat raciste (un Etat pour les Juifs du monde entier, qui fait de ses habitants palestiniens des citoyens de seconde zone), un Etat colonial qui dépossède le peuple palestinien de sa terre, un Etat d'apartheid qui enferme et isole les Palestiniens de Cisjordanie dans une multitude de bantoustans.

En faisant recevoir ce fasciste par son ministre des affaires étrangères, Sarkozy passe les bornes de l'indécence ! On se souvient pourtant que l'Europe avait réagi un tant soit peu quand l'extrême-droite autrichienne était entrée au gouvernement de Vienne. Mais les déclarations d'Haider étaient angéliques à côté de celles de Lieberman.

Comme à l'occasion du vote du Conseil européen pour le rehaussement des relations entre Israël et l'Union Européenne, recevoir Lieberman, c'est à nouveau donner à Netanyahu un feu vert pour sa politique criminelle, c'est aussi accroître le risque d'une attaque israélienne « préventive » contre l'Iran, aux conséquences incalculables.

Plus aucune impunité pour les criminels de guerre et pour ceux qui piétinent le droit international depuis trop longtemps !

L'UJFP participera partout où elle le pourra aux rassemblements unitaires pour dénoncer le scandale de cette réception, et en particulier à Paris mardi 5 mai à 18h au quai d'Orsay

Bureau National de l'UJFP le 4-05-09

SOMMAIRE

p.1 Edito :
Lieberman go
home !

p.2 Durban

p.3 - La LDJ à
nouveau coupable
d'agression
- Salah Hamouri

p.4 Pétition du
Collectif national

p.5 Des nouvelles
du Théâtre de la
Liberté de Jénine

p.6 Actualité BDS

p.7 Qui sommes
nous ?

p.8 Communiqué
commun sur la
Conférence de
Genève

UJFP expression

La conférence du suivi de Durban : l'instrumentalisation de la lutte contre le racisme, une manière de diviser le monde

Mireille Fanon-Mendès France, membre de la Fondation Frantz Fanon et du BN de l'UJFP, a livré ses conclusions sur « Durban2 ». Ci-dessous des extraits de son texte, que vous trouverez in extenso sur notre site www.ujfp.org

5 jours d'une conférence, très formelle sans aucune remise en cause de la façon dont certains pays l'ont boycottée ou ont tenté de le faire. 5 jours qui ont été l'occasion pour la plupart des Etats présents de focaliser, avec l'aide des médias, l'attention du monde sur les propos du Président de l'Iran et qui ont permis aux pays européens, la France en tête, de quitter la salle des Assemblées, sous le regard ahuri des ONG présentes. Rien, en effet, dans les propos du Président ne concernait la remise en cause de l'extermination juive. Rien, sauf qu'ont été dénoncés le racisme et la xénophobie légalisés de l'Etat d'Israël à l'égard du peuple palestinien. Rien que de très exact. (...)

Contrairement à Durban en 2001, où les Etats avaient accepté qu'il y ait un forum des ONG, lors de la conférence de suivi, à Genève, aucun forum n'a pu être organisé. Il a fallu la volonté de quelques ONG pour imposer un forum de la société civile qui n'a existé qu'en amont de la conférence, sur une durée de 3 jours. Ce forum a émis une déclaration finale qui n'a pu être transmise aux Etats. Ces derniers avaient refusé, avec la dernière énergie, l'existence d'un forum des ONG au prétexte que c'étaient elles qui avaient fait échouer le processus de Durban.

Or, ce qui s'est joué à Durban n'était ni plus ni moins que l'instrumentalisation du racisme à des fins de division du monde. D'un côté les soutiens de l'Etat d'Israël, dont de nombreux pays occidentaux mais aussi arabes et africains, et de l'autre ceux qui affirment que le racisme et la discrimination sous toutes leurs formes, la xénophobie et l'intolérance associées, doivent être combattus partout dans le monde afin de gagner l'universalité des droits humains pour toutes et tous. (...)

Tout cela est évidemment à mettre en relation avec le relégitimation de l'OTAN, par le retour de la France en son sein par exemple, mais surtout de son élargissement à l'Europe centrale et orientale, dans le but de définir un « nouveau concept stratégique » pour l'OTAN. (...) Ainsi s'opère un changement de cadre, la mission de l'OTAN, jusqu'ici organisme de défense régional, devient le bras armé de la mondialisation.

Tout est dit, l'OTAN est en passe de devenir, et ce contre l'Organisation des Nations unies, un élément essentiel du réseau d'organisations mis en place par les grandes puissances qui décident de la guerre et de la paix, des choix politiques et économiques, du respect ou non des droits humains ou syndicaux, de la survie de la planète.

L'Alliance atlantique, qualifiée de « symbole d'une identité occidentale », constitue dans le domaine politico militaire, comme le sont le Conseil de sécurité, le G8 et maintenant le G20 ou le Groupe de la Banque mondiale, dans les domaines politique, économique et financier, un directoire où les Puissances imposent leurs visées hégémoniques et le maintien du nouvel ordre social mondial.

Dès lors, cette conférence de suivi de Durban et la façon dont elle s'est déroulée, avec la mise au ban de la société civile, porte en elle tous les dangers pour les Peuples des Nations unies qui vont avoir de plus en plus de mal à faire valoir ce qu'ils affirment dans le Préambule de la Charte des Nations unies. (...)

UJFP expression

Vous trouverez ci-dessous le texte du communiqué de nos camarades de Génération Palestine au sujet de l'agression subie le 22 avril.

Nous assurons Génération Palestine de notre totale solidarité.

La Ligue de Défense Juive à nouveau coupable d'agression

Une agression raciste menée par une bande politique d'extrême droite contre une soirée culturelle de soutien à la Palestine. Une agression de plus !

Mercredi 22 avril, Génération Palestine organisait une soirée culturelle palestinienne rassemblant 150 personnes. En lien avec le centre accueillant l'évènement, le CICP, nous avons prévenu les services de police dès lundi des menaces planant sur les invités.

Pourtant, des personnes se rendant à la soirée ont été attaquées par des bandes qui les ont injuriées et frappées. Le soir même, les services de police qui ont fini par arriver sur place établissent un rapport sans ambiguïté : il s'agit clairement d'une agression raciste anti-arabe. Violences aggravées, coups et blessures : des plaintes sont alors déposées. Trois des agresseurs sont arrêtés, ainsi qu'un jeune militant pro-palestinien. Le lendemain, jeudi 23 avril, deux des victimes, après avoir passé la nuit à l'hôpital et s'être vu prescrire une incapacité totale de travail de 2 et 4 jours, sont placées en garde à vue. La Justice se saisit du dossier et veut manifestement en faire une affaire d'affrontement communautaire. Les trois victimes, comme leurs trois agresseurs, ont été finalement relâchées, mais l'affaire reste ouverte, et les victimes de l'agression se retrouvent accusées au même titre que leurs agresseurs...

Une fois de plus, les membres de la Ligue de Défense Juive s'en sont pris à des sympathisants de la cause palestinienne. Il s'agit d'une agression à caractère politique et non comme le précise la dépêche de l'AFP du 25/04 « d'une rixe sur fond de tensions communautaires ». En effet, deux des agresseurs ont été reconnus par des témoins de l'attaque du 12 avril au théâtre Adyar, qui avait fait deux blessés graves parmi les participants à la soirée caritative « Nos talents pour Gaza » dont le but était de collecter des fonds pour le Secours Populaire et d'acheter du matériel médical pour les enfants de Gaza.

Les membres de la LDJ sont responsables de trop nombreuses attaques contre les personnes et les lieux participant à des initiatives de soutien au peuple palestinien.

Génération Palestine réaffirme qu'elle était la seule association à organiser la soirée, son accueil et son animation. Notre association, qui va porter plainte, se réserve par ailleurs l'exclusivité du rapport des faits et se dissocie des autres communications pouvant circuler sur Internet. Engagés pour le respect du droit international et contre toute forme de racisme, nous nous donnerons tous les moyens pour que la vérité soit établie et que notre mobilisation permette de mettre fin à l'impunité dont jouissent ces bandes d'extrême-droite.

Paris, le 26 avril 2009
Génération Palestine

Libérez Salah Hamouri

En dépit d'un fort mouvement d'opinion et d'interventions multiples auprès des autorités concernées, en France comme en Israël, le jeune franco palestinien de 23 ans, Salah Hamouri, est toujours en prison alors qu'il est parfaitement innocent.

Il est otage de l'occupation israélienne qui juge ceux qu'elle opprime. Avec le "Comité national de soutien à Salah Hamouri" exigeons sa libération et exigeons de nos élus qu'ils s'engagent dans cette campagne.

<http://www.salah-hamouri.fr/>

Aujourd'hui (1er mai) : 1508 jours d'emprisonnement

UJFP action

PÉTITION À L'INITIATIVE DU COLLECTIF NATIONAL POUR UNE PAIX JUSTE ET DURABLE ENTRE PALESTINIENS ET ISRAÉLIENS

Le gouvernement français et l'Union Européenne doivent sanctionner Israël pour imposer le respect du droit international

Citoyens de toutes les origines sociales et culturelles, nous sommes choqués de l'offensive militaire israélienne extrêmement violente qui s'est abattue sur la population palestinienne dans la bande de Gaza. Elle est la suite de violations répétées du droit international par l'Etat d'Israël, qui continue de jouir d'une totale impunité. La colonisation et la construction du Mur se poursuivent en Cisjordanie, notamment à Jérusalem, remettant en cause la possibilité de l'établissement d'un Etat palestinien viable et souverain, condition nécessaire d'une paix juste. 11 000 palestiniens sont emprisonnés dont 43 députés élus démocratiquement. La bande de Gaza reste étranglée par le blocus. Tout cela doit cesser.

Pour l'établissement d'une paix juste et durable au Proche-Orient, la France a le pouvoir d'agir par elle-même et en tant que membre de l'Union Européenne et des Nations Unies pour imposer à Israël, par les sanctions nécessaires, le respect des résolutions des Nations Unies. Nous demandons au gouvernement français d'œuvrer pour:

- la suspension de l'accord d'association Union Européenne / Israël, et a fortiori le gel des négociations pour le rehaussement des relations UE / Israël,
- la levée inconditionnelle et immédiate du blocus imposé à la bande de Gaza,
- l'arrêt de la coopération militaire et civile de la France avec Israël, tant que ce dernier ne se conformera pas au respect du droit international,

Au nom du droit humain, et en souvenir de ceux qui sont morts pour la seule raison qu'ils étaient des Palestiniens, nous soutenons la demande (depuis le dépôt de la plainte, le 22 janvier 2009,) qu'une enquête soit ouverte à la Cour Pénale Internationale (CPI), pour défendre la mémoire des victimes et le droit.

Organisations signataires : Alliance pour la Liberté et la Dignité-AFD France, Américains contre la guerre (AAW), Association des Travailleurs Maghrébins en France (ATMF), Association France Palestine Solidarité (Afps), Association pour les Jumelages entre les camps de réfugiés Palestiniens et les villes Françaises (AJPF), Cedetim, Collectif des Musulmans de France (CMF), Collectif Paix Palestine Israël Saint-Denis (CPPI), Collectif Montreuil Solidarité Palestine, Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR), Femmes en Noir, Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR), Génération Palestine, La Courneuve-Palestine, La Gauche unitaire, Le Collectif Judéo Arabe et Citoyen pour la Paix (Strasbourg), Les Alternatifs, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP), Mouvement de la paix, Mouvement des Quartiers pour la Justice Sociale (MQJS), Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA), Organisation de Femmes Egalité, Parti Communiste Français (PCF), Parti Communiste Des Ouvriers De France (PCOF), Solidarité Palestine 18°, Une Autre Voix Juive, Union des travailleurs immigrés tunisiens (U T I T), Union Générale des Etudiants Palestiniens (Gups), Union Juive Française pour la Paix (UJFP), Union syndicale Solidaires

Signatures à envoyer à : « Pétition nationale – c/o Génération Palestine, CICP, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris »

UJFP action

La tournée des jeunes du Théâtre de la Liberté de Jénine entre les 18 avril et 2 mai a été un grand succès

Lors du pot d'accueil à Paris le 18 avril, nous avons demandé à chacun de se présenter.

Nous avons alors observé la timidité des garçons, alors que les filles étaient très communicatives, les unes expliquant ce que le théâtre leur apporte alors qu'elles ne veulent pas devenir actrices et les autres souhaitant au contraire le devenir.

A Toulouse, le partenariat avec les élèves de 6^{ème} du collège Bellefontaine et les jeunes du Centre d'Animation des Chamois a bien fonctionné : les jeunes se sont liés et jouaient ensemble à divers jeux, ils souhaitent se revoir.

Les jeunes de Bellefontaine ont joué une pièce, la Fée Lé Lé, et ceux du Centre d'Animation ont présenté un spectacle de danse hip hop. « La flûte magique » a été interprétée 3 fois et a réuni de plus en plus de spectateurs jusqu'à la dernière représentation, acclamée par un important public populaire, composé de nombreuses familles.

Un important programme de visites de la ville -dont le théâtre du Capitole- a été organisé, ainsi qu'une projection-débat des « Enfants d'Arna »

En banlieue de Nantes, les 2 journées ont commencé par un tour à la mer, que la plupart des enfants n'avaient jamais vue, au point qu'une fille a dû être secourue parce qu'elle a été surprise par la marée haute ... Hébergement chez des familles d'accueil, puis le lendemain 200 personnes habitant principalement dans de petites communes à la campagne ont applaudi les jeunes artistes et le metteur en scène

Un spectateur demandant si les personnages de la pièce font référence à la situation en Palestine, une assez vive polémique sur l'analyse de la situation actuelle et des perspectives face à l'Etat d'Israël s'est

engagée entre le metteur en scène et des membres des 2 autres associations de Jénine, invitées dans le cadre d'un partenariat entre le canton de LaChapelle-sur-Erdre/Treillière et le camp de réfugiés de Jénine. Mais le public a apprécié, préférant comprendre les tensions plutôt que de subir un unanimité de façade.

En région parisienne, les 3 représentations ont été un franc succès : nous avons rempli intégralement les 3 salles, soit 700 personnes au total, et avons même refusé du monde. Les interventions de Peter Brook, d'Etienne Balibar et de Jack Ralite ont été particulièrement remarquées.

Après chaque représentation le public après avoir admiré la qualité d'interprétation du spectacle a posé des questions sur les conditions de travail de la troupe, sur les choix du metteur en scène concernant le contenu de la pièce, sur la perception de leur séjour par les enfants, sur leur vie quotidienne à Jénine, sur les activités du Freedom Theatre, sur les rapports avec Israël.

A chaque fois les enfants étaient contents de répondre en même temps que les accompagnateurs et manifestaient leur dynamisme.

Les jeunes ont découvert une société sans occupation militaire et notre monde si différent du leur, la confiance entre eux et nous grandissait au fil des jours, et leur départ, très digne et les yeux au bord des larmes, nous a donné très envie de les revoir.

Les rapports avec les accompagnateurs nous ont permis de mieux comprendre la multiplicité des points de vue des Palestiniens.

Jean-Guy Greilsamer, président d'ATL Jénine et
membre de l'UJFP.

UJFP action

Actualité du BDS

Action contre Dexia et son aide à la colonisation

Article sur le site de Bakchich.info (10/04/09)

Patrick Devedjian, ministre de la Relance, invité du Salon régional de la « Nouvelle Ville », au parc floral de Vincennes, a été bien surpris en prenant la parole devant une petite foule d'élus municipaux venus pour l'écouter de toute l'Ile de France.

Le problème -ce jeudi matin 9 avril- c'était la présence d'un représentant de la banque Dexia sur le podium de ce colloque tenu entre notables. Un groupe de militants, installé dans la salle, s'est fait subitement entendre : « *Dexia prête de l'argent aux colons israéliens qui occupent la Palestine en violant toutes les juridictions internationales...* ».

Et les trublions d'ajouter encore : « *maintenant que la banque belge a été renflouée avec 6 millions d'euros tirés des poches des contribuables français, l'aide aux colons, ça suffit !* ».

Cris, déploiement d'une banderole, Devedjian retrouvait l'ambiance des meetings agités de sa jeunesse et n'était pas loin de se retrouver dans la situation d'un patron retenu en otage ; quant à Dominique Voynet, qui a visiblement oublié ses anciennes positions d'agitatrice pure et dure, présente aussi à Vincennes, elle ouvrait des yeux ronds devant l'audace de ces défenseurs des Palestiniens partisans de la démocratie directe ...

Il semble que le nouveau super service de renseignement, celui qui a remplacé les RG, n'arrive pas encore à anticiper toutes les grognes qui montent aux créneaux, qu'elles soient d'ordre social ou d'ordre politique. Sauf, bien sûr, à imaginer qu'il ait laissé faire.

Boycott d'Israël par le Congrès des syndicats écossais !

Mercredi, l'Écosse a rejoint l'Irlande et l'Afrique du Sud lorsque la coordination des syndicats écossais, qui représente tous les syndicats écossais, a voté massivement pour le boycott, le désinvestissement et les sanctions contre Israël. C'est le troisième exemple d'une fédération nationale de syndicats s'engageant pour le BDS et c'est une indication claire que, si Israël peut tuer des Palestiniens dans l'impunité et le soutien occidental, Israël a perdu la bataille de l'opinion publique mondiale. Israël est maintenant considérée comme un État né de la purification ethnique et toujours en expansion grâce à la dépossession violente du peuple palestinien.

L'un après l'autre, les orateurs ont exprimé leur colère intense face à la boucherie israélienne des 1300 Palestiniens dans la bande de Gaza au cours de la nouvelle année, ainsi que la beaucoup plus longue histoire israélienne de nettoyage ethnique des Palestiniens. Le vote a suivi une visite en Israël / Palestine d'une délégation du STUC en mars qui a entendu un large éventail de syndicats et d'autres organismes et est revenu avec une recommandation unanime : que l'organe de tutelle adopte le BDS.

Le passage du STUC à une position de BDS a suivi le débat sur le rapport de la délégation avec les syndicats affiliés ainsi qu'à des consultations à travers l'Écosse. Il y avait des exposés écrits et oraux de sionistes ainsi que d'organisations de défense des droits de l'homme.

L'engagement pour le BDS a été pris en dépit de pressions agressives exercées par des groupes sionistes, y compris l'avertissement absurde que l'engagement d'un soutien actif aux droits de l'homme palestiniens aboutirait à des attaques sur les juifs écossais, et en dépit du parachutage en Écosse du chef de la communication du Histadrout (syndicat israélien) en provenance d'Israël.

La nouvelle position du STUC est une percée remarquable, qui a le pouvoir d'accélérer la campagne de boycott déjà en cours en Écosse contre, par exemple, les entreprises israéliennes ou les événements sportifs et culturels. Le gouvernement écossais au début de l'année a cédé aux préoccupations du public et a annulé une délégation commerciale en Israël.

Monthly review dans Indymedia

Qui sommes nous ?

L'Union Juive Française pour la Paix (UJFP) a été fondée à Paris en avril 1994 - lors de la fête de Pessah de 5754 – comme section de l'Union Juive Internationale pour la paix (UJIP) disparue depuis. Elle est aujourd'hui membre de la Fédération des Juifs européens pour un Paix juste (EJJJP). Conscients de nos histoires, nous assumons notre rôle d'agir pour « créer un monde meilleur ».

Le sionisme a abouti à la création de l'Etat d'Israël qui nie le peuple palestinien et ses droits.

Le conflit entre Israéliens et Palestiniens ne peut donc être résolu qu'en mettant un terme à la domination d'un peuple par un autre, par la mise en oeuvre du droit à l'autodétermination pour le peuple palestinien et du droit de créer son propre Etat indépendant. Aucune solution juste et durable n'est possible sans un retrait total d'Israël de tous les territoires qu'il occupe depuis 1967 et sans le droit au retour des réfugiés palestiniens.

La forme étatique que les peuples de la région établiront dépendra de leur volonté et de l'évolution de leurs relations. Nous militons pour qu'elles évoluent dans le sens de l'égalité des droits de tous les habitants, d'une coopération mutuelle et d'une justice sociale ouvrant la voie à la paix.

L'UJFP regroupe des membres, Juifs ou non, qui oeuvrent ensemble

- pour le « vivre ensemble » en France comme au Proche Orient,
 - pour que des voix juives laïques et progressistes se fassent entendre,
- et sont partie prenante des combats contre tous les racismes et toutes les discriminations.

(suite de la page 8)

Nous nous interrogeons enfin sur l'absence de mobilisation significative, lors de "la bataille de Durban II", de la plupart des grandes organisations des droits humains et des organisations antiracistes. Leur capacité de "lobbying" et de communication ont cruellement fait défaut aux quelques organisations qui se sont courageusement démenées pour faire valoir le dissensus dans ce qui a été une offensive, au nom de l'antiracisme et de l'opposition à l'antisémitisme, de l'arrogance coloniale et raciste. Les principaux Etats animateurs de cette offensive ont tous refusé jusqu'ici de ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leurs familles. AIC – Alternative Information Center, Jerusalem; ATMF – Association des Travailleurs Maghrébins en France; CCIPPP - Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien; CMF – Collectif des Musulmans de France; FTCR – Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives; UJFP – Union Juive Française pour la Paix

UNION JUIVE FRANÇAISE POUR LA PAIX

NOM : _____

ADRESSE : _____

VILLE : _____ TÉLÉPHONE : _____

FAX : _____ E-Mail

: _____

Je souhaite être informé des activités de l'UJFP Je souhaite adhérer à l'UJFP. Ci-joint un chèque de :

50 € (membre actif) à partir de 50 € (membre de soutien) 10 € (chômeurs et précaires)

Veillez libeller votre chèque à l'ordre de l'UJFP et l'envoyer à : UJFP, 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS

Tél. national : 06 61.33.48.22 – contact@ujfp.org - www.ujfp.org

UJFP action

De Durban I à Durban II : du "Cause toujours" au "Ferme ta gueule"

Nos organisations étaient présentes, pendant une semaine, à la Conférence de Genève d'examen de la déclaration de Durban sur la lutte contre le racisme, dite Durban II. Il s'agissait d'en suivre et d'en comprendre le déroulement afin d'en témoigner ; de réaffirmer la nécessité de combattre le racisme et de défendre les droits humains sous toutes les latitudes ; de soutenir collectivement la nécessité de condamner l'Etat israélien pour sa politique raciste, et de souligner le caractère consubstantiel du racisme et du colonialisme dont l'Etat en question est la principale manifestation actuelle.

Nous avons été, durant cette semaine, témoins d'une évolution historique frappante des institutions et mécanismes internationaux :

Frappées depuis toujours d'un déficit de légitimité dû au caractère censitaire du processus de décision (verrou du Conseil de sécurité et du droit de veto des membres permanents), les institutions onusiennes étaient le lieu d'expression d'une "communauté des Etats" sans capacité de mise en œuvre ni pouvoir de décision exécutoire.

L'illustration la plus évidente de cet état de fait est la multitude de résolutions et de positions onusiennes concernant les droits du peuple palestinien restées lettre morte.

La conférence dite de Durban II marque la confiscation y compris de cette relative liberté d'expression "inoffensive" qui a prévalu jusqu'à présent. Cela a été le fruit d'une offensive tous azimuts menée par les grandes puissances nord-américaines et européennes et par l'Etat d'Israël contre l'ONU et contre les expressions de la "société civile". Cette offensive s'est déployée lors de Durban II sur plusieurs niveaux articulés : un chantage au boycott assorti d'une énorme campagne de désinformation ; des pressions sur les participants afin d'adopter une déclaration finale prête depuis le 16 avril, préalablement à tout débat et à toute recommandation des ONG ; une interdiction sous peine de rétorsions d'évoquer certaines questions au premier rang desquelles celle de la lutte contre le racisme dont est victime le peuple palestinien ; une diabolisation de la Déclaration de Durban pour la lutte contre le racisme, et une criminalisation de toute expression qui ne se soumet pas au diktat des grandes puissances.

Pour paraphraser la maxime populaire sur la différence entre dictature et démocratie, Durban II a marqué au niveau des enceintes institutionnelles internationales la fin du "cause toujours" et le retour du "ferme ta gueule". Concrètement, outre la légitimation du maintien d'un ordre colonial et raciste au Moyen Orient, l'offensive à laquelle nous avons assisté a pris pour cible l'Assemblée Générale de l'ONU et ses organes subsidiaires (comme le Conseil des Droits Humains) dans une volonté de réaffirmer le droit exclusif de quelques puissances de déterminer les références ayant force de loi au niveau mondial, et de marginaliser encore plus qu'ils ne le sont les peuples en général et ceux d'Afrique, d'Asie et d'Amérique centrale et du sud en particulier. Nous pensons que cela est à rapprocher de l'orientation actuelle tendant au renforcement de l'OTAN pour en faire le principal acteur des relations internationales aux dépens de l'ONU.

Ce qui s'est produit à Genève devait être un examen de l'avancement du programme d'action adopté à la conférence de Durban pour la lutte contre le racisme (2001). Les pressions des États-Unis, du Canada, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, de l'Italie et d'Israël, conjointement à une entreprise de diabolisation par une campagne médiatique de grande ampleur et à l'intervention de type barbouzard d'organisations telles que l'UEJF/Coexist et UN Watch, en ont fait un anti-Durban où l'on réécrit l'Histoire en insultant toute voix attachée au combat contre le racisme, le colonialisme et pour le droit des peuples. Nous notons par ailleurs que cette entreprise n'a pu être menée à son terme que par le consentement des représentants des Etats arabes, y compris la représentation de l'Autorité Palestinienne, qui n'ont à aucun moment fait mine de s'opposer à cette entreprise de liquidation des droits des peuples à la libération de la domination raciste et coloniale et de négation de l'oppression subie par le peuple palestinien. Ces Etats ont cédé la Palestine en contrepartie du satisfecit des puissants, de déclarations vagues sur l'islamophobie et de l'exclusion de toute condamnation de l'homophobie.

(suite page 7)

Plus de textes, plus d'info

Sur www.ujfp.org